



UNIVERSITÉ
DE LORRAINE

ALL
ARTS
LITTÉRES ET
LANGUES
NANCY



Institut des
Amériques

APPEL À COMMUNICATIONS

Colloque

« **La démocratie en Amérique latine : état des lieux et perspectives** »

Jeudi 5 et vendredi 6 décembre 2024

Université de Lorraine, Nancy (Campus Lettres et Sciences Humaines)

2024 vient clore un nouveau « super cycle électoral » en Amérique latine (Zovatto, 2022 ; Malamud et Núñez Castellano, 2024). En effet, en trois ans, treize élections présidentielles se sont déroulées dans onze pays et cinq devraient avoir lieu d'ici la fin de l'année, dont certaines très attendues (Mexique, Venezuela et Uruguay). Cette séquence électorale se caractérise notamment par des alternances politiques majeures (Brésil, Chili, Colombie) marquées par un retour des forces progressistes à la tête de plusieurs États (Dabène, 2023).

Trente ans après la fin de l'ère des dictatures, la généralisation de l'exercice du droit de vote ainsi que la tenue régulière d'élections libres et compétitives dans la plupart des pays de la région semblent donc corroborer l'optimisme de la thèse de Francis Hagopian et Scott Mainwaring sur les transitions démocratiques latino-américaines et l'ancrage de la démocratie. En outre, depuis les années 2000, un grand nombre de pays ont pris des initiatives permettant d'élargir la démocratie (budgets participatifs, conseils de quartiers, référendums révocatoires, etc.). Inclusives et participatives, ces dernières ont permis de compléter la dimension purement représentative et d'ouvrir aux citoyens ainsi qu'aux groupes historiquement marginalisés (femmes, peuples autochtones, communautés afro-descendantes et LGBTQ+) de nouveaux espaces dans la gestion des affaires publiques.

Or, malgré toutes ces avancées, plusieurs indicateurs invitent à la prudence quant à l'évolution du processus de démocratisation dans la région.

Depuis plusieurs années, les niveaux de participation électorale et les indices de satisfaction tant à l'égard du fonctionnement de la démocratie qu'envers les institutions et les partis politiques s'érodent (Barragán et Martínez, 2023 ; *Latinobarómetro*, 2023). La

conjoncture économique mondiale et régionale défavorable explique, en partie, ces reflux (CEPALC, 2023). En effet, après les avancées enregistrées durant « la décennie dorée » (Malamud et Núñez Castellano, 2023), entre 2000 et 2013, les citoyens latino-américains endurent une nouvelle dégradation de leurs conditions de vie. Déjà accentués par la crise sanitaire (COVID-19), les inégalités sociales et le taux de pauvreté stagnent à des niveaux élevés et peinent à amorcer la décrue tant attendue (CEPALC, 2023). Parallèlement, cette dynamique de désaffection s'alimente de l'incapacité des gouvernements à apporter des solutions aux demandes afférentes à l'insécurité (violences généralisées et de genre, narcotrafic), à la corruption, aux problèmes migratoires et aux enjeux environnementaux. Eminemment multifactorielle, cette rupture entre les élites dirigeantes et les citoyens résulte également d'importants dysfonctionnements institutionnels. Au cours de ces dernières années, la multiplicité de destitutions présidentielles (Pérou, Brésil, Paraguay) et de réformes constitutionnelles visant à fausser la compétition électorale (Venezuela, Nicaragua, Salvador, Bolivie) n'ont fait qu'amplifier ce phénomène.

Dans les faits, les émeutes populaires ou les nombreux mouvements sociaux avec, au premier plan, les luttes féministes (Segato, 2018) et environnementalistes (Svampa, 2023) qui, à partir de 2019, ont secoué le sous-continent, sont autant de signes de frustration que de remises en cause des politiques publiques adoptées par les élites gouvernantes. En aval, ces conflits aux répertoires d'actions multiples et variés mettent à rude épreuve l'équilibre démocratique (Pérou, Panama, Colombie, Argentine, Chili, Guatemala).

Les votes de rejet à l'encontre des présidents ou des partis politiques sortants s'inscrivent également dans le cadre de ces protestations (Dabène et Recondo, 2024). Du reste, à ce jour, seuls Nayib Bukele (Salvador) et Daniel Ortega (Nicaragua) ont été reconduits dans leurs fonctions, à l'instar du *Partido colorado* lors des élections parlementaires au Paraguay. Ce phénomène va de pair avec l'émergence, sur la scène politique, de nouveaux acteurs dont le discours disruptif renforce la forte polarisation du vote. Soutenus par des coalitions de circonstances, ces *outsiders* hors système (Noboa en Equateur) et / ou antisystème (Bolsonaro, Castillo, Milei) ne disposent pas toujours de majorités parlementaires. Dès lors, les tensions entre pouvoirs exécutif et législatif favorisent l'instabilité, qu'elle soit présidentielle (Brésil, Pérou, Guatemala) ou parlementaire (Salvador et Venezuela). En outre, elles ouvrent la voie à des crises politiques majeures qui discréditent encore davantage les gouvernements en place et les élites politiques.

En arrière-plan, ces dissensions ont souvent partie liée avec les dérives autoritaires de certains régimes (Venezuela, Nicaragua, Salvador, Pérou), la « délinquance démocratique » (Whitehead, 2020) ou bien encore avec la violence électorale (Mexique, Brésil et Equateur) souvent orchestrée par le crime organisé et favorisée par l'absence d'État de droit (Solis et Moriconi, 2018). Dans ce contexte, le retour des forces armées dans l'espace public et politique latino-américain pose également question. Outre la présence croissante de militaires au sein de gouvernements (Venezuela et Brésil sous la présidence de Jair Bolsonaro), leur implication dans la résolution de crises sanitaires (COVID-19), migratoires (Mexique), sociales (Venezuela, Colombie, Chili) et politiques (Bolivie, Salvador, Pérou) peut être appréhendé comme un facteur supplémentaire d'altération de l'ordre démocratique.

Au plan international, l'intervention d'acteurs extérieurs (États-Unis, Chine, Russie et Union européenne) dans les affaires latino-américaines tend à nourrir encore davantage les crises et, partant, à brouiller les rapports de force, internes et régionaux (Parthenay, 2020). Concernant ce dernier point, après une décennie de paralysie (Brun et Parthenay, 2020), les élections de présidents progressistes (Lula, Boric, Petro) ont permis de rebattre les cartes et la mise à l'agenda de la coopération au sein des organisations régionales. La réactivation de l'UNASUR, à Brasilia (mai 2023), et le huitième sommet de la CELAC (mars 2024) au cours duquel les trente-trois États membres présents se sont entendus autour de la nécessité de défendre la démocratie, l'ordre constitutionnel et l'État de droit dans toute la région (Déclaration de Kingston, 2024) attestent de cette dynamique de relance.

Au regard de tous ces éléments, ce colloque entend entamer une réflexion sur l'état de la démocratie en Amérique latine, ses perspectives et les enjeux qui y sont liés à travers l'étude de cas concrets. Pour ce faire, nous proposons cinq grands axes de réflexion :

- 1. Régimes politiques et gouvernements**
- 2. Élections, systèmes électoraux et rapports entre gouvernants et gouvernés**
- 3. Interactions entre acteurs sociaux, politiques, religieux ou médiatiques et l'État.**
- 4. La scène internationale : organisations régionales, multilatéralisme et géopolitique**
- 5. La démocratie par le prisme de l'art : cinéma, littérature et *street art***

Les propositions de communication valorisant des lignes de recherches peu explorées (Louault et Parthenay, 2023) seront privilégiées.

Orientation bibliographique :

Barragán, M. et Martínez, A., « Élections et systèmes électoraux en Amérique latine », in Louault, F. et Parthenay, K., *Politique en Amérique latine*, Bruxelles, Bruylant, 2023, pp. 545-586.

Brun, É. et Parthenay, K., « L'Amérique latine et les Caraïbes dans les crises des multilatéralismes », in Dabène, O., *Amérique latine : l'année politique 2020*, LAPO, Étude du CERI, n° 252-253, janvier 2021.

Brun, É. & Parthenay, K., “The multiple voices of the United Nations on the venezuelan and nicaraguan crises: A sociological approach of international organizations”. *Latin American Policy*, vol 11, num 1, 2020, pp. 6-23.

CEPAL, *Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe 2023*, Santiago, 2023.

Dabène, O., *Street art and democracy in Latin America*, New York, Palgrave Macmillan, 2020.

Dabène, O., *Latin America's pendular politics; electoral cycles and alternations*, Springer nature, 2023.

Dabène, O., (2023). Alternancias electorales y nueva configuración geopolítica. *Les études du CERI*, 5-9.

Dabène, O. et Recondo, D., « Introduction-Confrontation sociale, vote de rejet et gouvernements minoritaires », in Recondo, D., *Amérique latine. L'année politique 2023 / Les Études du CERI*, n° 271-272, janvier 2024.

Fronty, E., *Vivantes : des femmes qui luttent en Amérique latine*, Bellevaux, Éditions Dehors, 2023.

Garibay, D. et Marques-Perreira, B., *La politique en Amérique latine. Histoires, institutions et citoyennetés*, Paris, Armand Colin, 2011.

Gaudichaud, F. et Posado, T., *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021.

Guillaudat, P. et Mouterde, P., *Les couleurs de la Révolution. La gauche à l'épreuve du pouvoir : Venezuela, Equateur, Bolivie. Un bilan à travers l'histoire*, Paris, Editions Syllepse, 2022.

Hagopian, Fr. & Mainwaring, S., *The third wave of democratización in Latin America. Advances and setbacks*, Cambridge, Cambridge University press, 2005.

Hamidi, B. et Moreira, da Silva A., *Le théâtre face aux dictatures. Luttés, traces, mémoires (Argentine, Brésil, Chili)*, Besançon, Les solitaires intempestifs, 2022.

Latinobarómetro., *La recesión democrática de América Latina*, Santiago de Chile, Corporación Latinobarómetro, 2023.

Mainwaring, S. & Pérez-Liñán, A., “Why Latin America's Democracies Are Stuck”. *Journal of Democracy* 34 (1), 2023, pp. 156-170.

Mainwaring, S. y Scully, T., “La institucionalización de los sistemas de partidos en América Latina”, *Revista de ciencia política*, 17 (1-2), 1995, pp. 63-101.

Malamud, C. y Núñez, R., “Claves electorales en América Latina en 2023.” *Análisis del Real Instituto Elcano (ARI)*, (33), 33/2023.

Malamud, C. y Núñez, R., “Elecciones en América Latina (2024): ¿fin del voto de castigo al oficialismo?”, *Análisis del Real Instituto Elcano (ARI)*, 6/2024.

Solís, M. y Moriconi, B., *Atlas de la violencia en América Latina*, San Luis Potosí, UASLP, ISCTE-IUL, USAL, 2018.

O'Donnell, G. et Iazzetta, O., Quiroga H., *Democracia delegativa*, Buenos Aires, Prometeo libros, 2011.

Parthenay, K., *Crises en Amérique latine. Les démocraties déracinées (2009-2019)*, Paris, Armand Colin, 2020.

Rouquié, A., *L'appel des Amériques*, Paris, Seuil, 2020.

Rouquié, A., *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris, Albin Michel, 2010.

Rouquié, A., *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1982.

Segato, R. L., *La guerra contra las mujeres*, Madrid, Traficantes de sueño, 2016.

Svampa, M., « Conflits socio-environnementaux et tournant éco-territorial en Amérique », in Duterme, B., *Amérique latine : les nouveaux conflits*, Éditions Syllepse, 2023, pp.99-111.

Zovatto, D., “El superciclo electoral latinoamericano 2021-2024”, *Diálogo político*, 6/2022.

Comité d'organisation : Elisa Alonso - Olivier Folz

Envoi des propositions et modalités :

Les propositions de communication, rédigées en français ou en espagnol, comprendront :

- Une brève présentation biographique ou un *curriculum vitae*
- Le titre de la communication en lien avec la thématique du colloque et axe dans laquelle elle s'inscrit
- Un résumé de 250 mots qui présente la problématique ainsi que les objectifs de la communication
- 4-5 mots clés.

Les propositions sont à envoyer à :

Maria Elisa Alonso Garcia : maria-elisa.alonso-garcia@univ-lorraine.fr

Olivier Folz : olivier.folz@univ-lorraine.fr

Calendrier :

- **29 mai 2024** : appel à communication
- **3 juillet 2024** : date limite de soumission des propositions
- **8 juillet 2024** : communication des propositions acceptées
- **5-6 décembre 2024** : colloque

Comité scientifique :

Élodie Brun, Colegio de México, México

Virginie de la Cruz, Université de Lorraine

Laura Verónica Escudero, Universidad Nacional de Río Cuarto, Argentina

Sylvie Hanicot, Université de Lorraine

Margarita López Maya, Universidad Central de Venezuela, Venezuela

Kevin Parthenay, Université de Tours

Thomas Posado, Université de Rouen

Emmanuelle Sinardet, Université Paris Nanterre

Langues de la communication et de la publication : français et/ou espagnol

La durée des communications sera de 20 minutes suivies de 10 minutes de questions. Elles feront l'objet d'une publication, sous la forme d'un volume collectif, avec comité de lecture. Les consignes éditoriales seront envoyées après délibération du Comité scientifique.

Frais d'inscription :

- Enseignants-chercheurs : 15 €

- Doctorants : 0 €

En cas d'acceptation, si la communication appartient à plusieurs auteurs, chaque contributeur devra s'inscrire au colloque. Les frais de transport et d'hébergement restent à la charge des participants ou de leur institution de rattachement.



UNIVERSITÉ
DE LORRAINE

ALL
ARTS
LETTRES ET
LANGUES
NANCY



Institut des
Amériques

CONVOCATORIA DE PONENCIAS

Coloquio

«La democracia en América Latina: balance y perspectivas»

Jueves 5 y viernes 6 de diciembre 2024

Université de Lorraine, Nancy (Campus Lettres et Sciences Humaines)

El año 2024 marca el final de un nuevo "superciclo electoral" en América Latina (Zovatto, 2022; Malamud y Núñez Castellano, 2024). En un período de tres años se han celebrado trece elecciones presidenciales en once países y de aquí a fin de año tendrán lugar cinco, algunas de ellas muy esperadas (México, Venezuela y Uruguay). Esta secuencia electoral se ha caracterizado por relevantes alternancias en el poder (Brasil, Chile, Colombia) en un contexto marcado por el regreso de fuerzas progresistas a los gobiernos de varios Estados (Dabène, 2023).

Treinta años después del fin del período de las dictaduras, la generalización del ejercicio del derecho al voto acompañado por la organización periódica de elecciones libres y competitivas en la mayoría de los países de la región, parecen corroborar el optimismo de las tesis de Francés Hagopian y Scott Mainwaring sobre las transiciones democráticas y la consolidación de la democracia en América Latina. Asimismo, desde la primera década del siglo XXI numerosos países han adoptado iniciativas para profundizar la democracia (presupuestos participativos, juntas de vecinos, referéndums revocatorios, etc.). Inclusivas y participativas, estas iniciativas han permitido complementar la dimensión puramente representativa y abrir nuevos espacios para la participación de los ciudadanos y de grupos históricamente marginados (mujeres, pueblos originarios, comunidades afrodescendientes y LGBTQ+) en la gestión de los asuntos públicos.

Sin embargo, a pesar de todos estos avances una serie de indicadores sugieren evaluar con cautela el proceso de democratización en la región.

En los últimos años se aprecia un descenso en los niveles de participación electoral, así como un aumento de la insatisfacción de los ciudadanos en lo que respecta al funcionamiento de la democracia y las instituciones y una desafección cada vez mayor con los partidos políticos

(Barragán y Martínez, 2023; *Latinobarómetro*, 2023). Una coyuntura económica mundial y regional desfavorable explica en parte este deterioro (CEPALC, 2023) puesto que tras los avances logrados durante la "década dorada" (Malamud y Núñez Castellano, 2023) entre 2000 y 2013, se degradaron considerablemente las condiciones de vida de la población latinoamericana. Durante este período, exacerbadas por la crisis sanitaria de la Covid-19, las desigualdades sociales y la tasa de pobreza se estancan en niveles elevados y encuentran muchas dificultades para iniciar el tan esperado descenso (CEPALC, 2023). Al mismo tiempo, esta dinámica de desafección se ve alimentada por la incapacidad de los gobiernos para proponer soluciones a las demandas relacionadas con la inseguridad (violencia generalizada y de género, narcotráfico), la corrupción, los problemas migratorios y los desafíos medioambientales. De naturaleza multifactorial, esta ruptura entre las élites gobernantes y los ciudadanos es también el resultado de importantes disfunciones institucionales. En los últimos años, el gran número de destituciones presidenciales (Perú, Brasil, Paraguay) y de reformas constitucionales destinadas a distorsionar la competencia electoral (Venezuela, Nicaragua, El Salvador, Bolivia) no han hecho sino extender este fenómeno.

En la práctica, las revueltas populares y los numerosos movimientos sociales que sacuden el subcontinente desde 2019, principalmente aquellos relacionados con cuestiones feministas (Segato, 2018) y medioambientales (Svampa, 2023), son a la vez una declaración de la frustración y el cuestionamiento de las políticas implementadas por las políticas públicas adoptadas por los dirigentes gubernamentales. De forma subyacente, estos conflictos con sus múltiples y variadas formas de acción están poniendo a prueba el equilibrio democrático de numerosos países (Perú, Panamá, Colombia, Argentina, Chile, Guatemala).

Los votos de castigo contra presidentes o partidos políticos salientes se enmarcan en estas protestas sociales (Dabène y Recondo 2024). Hasta la fecha, sólo Nayib Bukele (El Salvador), Daniel Ortega (Nicaragua) y el Partido Colorado (elecciones parlamentarias en Paraguay) han escapado a esta sanción social con victorias electorales y su consecuente reelección. Este fenómeno va acompañado por la aparición en la escena política de nuevos actores cuyo discurso disruptivo refuerza la fuerte polarización del voto. Apoyados en coaliciones circunstanciales, estos *outsiders* fuera del sistema (Naboa en Ecuador) y/o antisistema (Bolsonaro, Castillo, Milei) no siempre cuentan con mayorías parlamentarias. Estas circunstancias generan tensiones entre los poderes ejecutivo y legislativo y fomentan la inestabilidad presidencial (Brasil, Perú, Guatemala) o parlamentaria (El Salvador y Venezuela). Podemos incluso afirmar que allanan el camino a hondas crisis políticas que menoscaban gobiernos y desacreditan a las élites políticas existentes.

Por otro lado, estas disensiones suelen estar vinculadas a las derivas autoritarias de ciertos regímenes (Venezuela, Nicaragua, El Salvador, Perú), a la "delincuencia democrática" (Whitehead, 2020) o incluso a la violencia electoral (México, Brasil y Ecuador) en numerosas ocasiones orquestada por el crimen organizado y alentada por la ausencia del Estado de derecho (Solís y Moriconi, 2018). En este contexto, el regreso de las fuerzas armadas a la arena pública y política en América Latina también plantea interrogantes. Además de la creciente presencia de los militares en el gobierno (Venezuela y Brasil bajo la presidencia de Jair Bolsonaro), su participación en la resolución de crisis sanitarias (COVID-19), migratorias (México), sociales (Venezuela, Colombia, Chile) y políticas (Bolivia, El Salvador, Perú) puede considerarse un factor más de alteración del orden democrático.

En el ámbito internacional, la intervención de actores externos (Estados Unidos, China, Rusia y la Unión Europea) en los asuntos latinoamericanos tiende a alimentar aún más las crisis y, en consecuencia, a desdibujar el equilibrio de poder interno y regional (Parthenay, 2020). En lo que respecta a este último aspecto, tras una década de parálisis (Brun y Parthenay, 2020) las elecciones de presidentes progresistas (Lula, Boric, Petro) han transformado el tablero y han puesto en la agenda la cooperación en el seno de las organizaciones regionales. La reactivación de la UNASUR en Brasilia (mayo de 2023) y la VIII cumbre de la CELAC (marzo de 2024), en la que los treinta y tres Estados miembros presentes coincidieron en la necesidad de defender la democracia, el orden constitucional y el Estado de Derecho en toda la región (Declaración de Kingston, 2024), evidencian esta dinámica de rehabilitación.

Teniendo en cuenta todos los elementos y factores expuestos, este coloquio tiene como objetivo abrir un debate sobre el estado de la democracia en América Latina, sus perspectivas y los desafíos que se plantean, a partir del análisis de estudios de caso. Para ello, proponemos cinco grandes ejes de reflexión:

- 1. Regímenes políticos y gobiernos**
- 2. Elecciones, sistemas electorales e interrelaciones entre gobernantes y gobernados.**
- 3. Interacciones entre actores sociales, políticos, religiosos o mediáticos y el Estado.**
- 4. El escenario internacional: organizaciones regionales, multilateralismo y geopolítica.**
- 5. La democracia a través del prisma del arte: cine, literatura y *street art*.**

Se dará preferencia a las propuestas que aborden líneas de investigación poco exploradas (Louault y Parthenay, 2023).

Bibliografía

Barragán, M. & Martínez, A., « Élections et systèmes électoraux en Amérique latine », in Louault, F. et Parthenay, K., *Politique en Amérique latine*, Bruxelles, Bruylant, 2023, pp. 545-586.

Brun, É. & Parthenay, K., « L'Amérique latine et les Caraïbes dans les crises des multilatéralismes », in Dabène, O., *Amérique latine : l'année politique 2020*, LAPO, Étude du CERI, n° 252-253, janvier 2021.

Brun, É. & Parthenay, K., “The multiple voices of the United Nations on the venezuelan and nicaraguan crises: A sociological approach of international organizations”. *Latin American Policy*, vol 11, num 1, 2020, pp. 6-23.

CEPAL, *Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe 2023*, Santiago, 2023.

Dabène, O., *Street art and democracy in Latin America*, New York, Palgrave Macmillan, 2020.

Dabène, O., *Latin America's pendular politics; electoral cycles and alternations*, Springer nature, 2023.

Dabène, O., (2023). Alternancias electorales y nueva configuración geopolítica. *Les études du CERI*, 5-9.

Dabène, O. et Recondo, D., « Introduction-Confrontation sociale, vote de rejet et gouvernements minoritaires », in Recondo, D., *Amérique latine. L'année politique 2023 / Les Études du CERI*, n° 271-272, janvier 2024.

Fronty, E., *Vivantes : des femmes qui luttent en Amérique latine*, Bellevaux, Éditions Dehors, 2023.

Garibay, D. & Marques-Perreira, B., *La politique en Amérique latine. Histoires, institutions et citoyens*, Paris, Armand Colin, 2011.

Gaudichaud, F. & Posado, T., *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021.

Guillaudat, P. & Mouterde, P., *Les couleurs de la Révolution. La gauche à l'épreuve du pouvoir : Venezuela, Equateur, Bolivie. Un bilan à travers l'histoire*, Paris, Editions Syllepse, 2022.

Hagopian, Fr. & Mainwaring, S., *The third wave of democratización in Latin America. Advances and setbacks*, Cambridge, Cambridge University press, 2005.

Hamidi, B. & Moreira, da Silva A., *Le théâtre face aux dictatures. Lutttes, traces, mémoires (Argentine, Brésil, Chili)*, Besançon, Les solitaires intempestifs, 2022.

Latinobarómetro., *La recesión democrática de América Latina*, Santiago de Chile, Corporación Latinobarómetro, 2023.

Mainwaring, S. & Pérez-Liñán, A., “Why Latin America's Democracies Are Stuck”. *Journal of Democracy* 34 (1), 2023, pp. 156-170.

Mainwaring, S. & Scully, T., “La institucionalización de los sistemas de partidos en América Latina”, *Revista de ciencia política*, 17 (1-2), 1995, pp. 63-101.

Malamud, C. & Núñez, R., “Claves electorales en América Latina en 2023.” *Análisis del Real Instituto Elcano (ARI)*, (33), 33/2023.

Malamud, C. & Núñez, R., “Elecciones en América Latina (2024): ¿fin del voto de castigo al oficialismo?”, *Análisis del Real Instituto Elcano (ARI)*, 6/2024.

Solís, M. & Moriconi, B., *Atlas de la violencia en América Latina*, San Luis Potosí, UASLP, ISCTE-IUL, USAL, 2018.

O'Donnell, G. & Iazzetta, O., Quiroga H., *Democracia delegativa*, Buenos Aires, Prometeo libros, 2011.

Parthenay, K., *Crises en Amérique latine. Les démocraties déracinées (2009-2019)*, Paris, Armand Colin, 2020.

Rouquié, A., *L'appel des Amériques*, Paris, Seuil, 2020.

Rouquié, A., *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris, Albin Michel, 2010.

Rouquié, A., *L'État militaire en Amérique latine*, Paris Seuil, 1982.

Segato, R. L., *La guerra contra las mujeres*, Madrid, Traficantes de sueño, 2016.

Svampa, M., « Conflits socio-environnementaux et tournant éco-territorial en Amérique », in Duterme, B., *Amérique latine : les nouveaux conflits*, Éditions Syllepse, 2023, pp.99-111.

Zovatto, D., “El superciclo electoral latinoamericano 2021-2024”, *Diálogo político*, 6/2022.

Comité organizador: María Elisa Alonso - Olivier Folz

Envío de propuestas y modalidades de participación:

Idiomas del coloquio: francés y español.

Las propuestas de comunicación deben incluir:

- Breve presentación biográfica (biodata) o un *curriculum vitae*
- Título de la comunicación y eje del coloquio en el que se inscribe.
- Resumen de 250 palabras máximo, que presente la problemática y los objetivos de la comunicación.
- 4-5 palabras clave

Las proposiciones han de enviarse a:

María Elisa Alonso García : maria-elisa.alonso-garcia@univ-lorraine.fr

Olivier Folz : olivier.folz@univ-lorraine.fr

Calendario:

- **29 mayo – 03 julio 2024:** Envío de propuestas de ponencia a los organizadores.
- **08 julio 2024:** Anuncio por correo electrónico a los ponentes, de las propuestas aceptadas.
- **5-6 diciembre 2024:** Celebración del Coloquio

Comité científico:

Elodie Brun, Colegio de México, México

Virginie de la Cruz, Université de Lorraine

Laura Verónica Escudero, Universidad Nacional de Río Cuarto

Sylvie Hanicot, Université de Lorraine

Margarita López Maya, Universidad Central de Venezuela

Kevin Parthenay, Université de Tours

Thomas Posado, Université de Rouen

Emmanuelle Sinardet, Université Paris Nanterre

Idiomas de las ponencias y de la publicación: francés y español.

La duración de las presentaciones será de 20 minutos.

Las ponencias se publicarán en un monográfico colectivo con comité de lectura. Las consignas editoriales se enviarán ulteriormente y en conformidad con el comité científico.

Cuota de inscripción

- Profesores: 15 €

- Doctorandos: 0 €

Si la comunicación es presentada por más de un autor·a, todos deberán inscribirse en el coloquio. Los gastos de viaje y alojamiento correrán a cargo de los participantes o de la institución a la que pertenecen.